

« Le Monde selon Monsanto »

de Marie-Monique ROBIN

(Mars 2008 éditions La Découverte).

Notes de lecture de XXX

Le livre

Le but de ces « notes de lecture » n'est pas de résumer ou de paraphraser ce livre admirablement présenté et documenté. Ce livre se défend parfaitement tout seul et sa lecture est irremplaçable. Il serait vain également de renchérir dans l'indignation et de condamner (encore davantage, si c'était possible) les actions de la sociétés Monsanto (qui n'est pas seule de son espèce), rapportées ici par dizaines, et qui méritent chacune le titre de « crime contre l'humanité ».

Les questions qu'il suggère

Le but de ces notes est d'examiner la question fondamentale suivante : comment notre société peut-elle engendrer et entretenir pendant des dizaines d'années de tels agissements ? est-ce inhérent à notre civilisation basée sur la techno-science ? est-ce évitable ?

Si la réponse à la dernière question était « non », on peut faire les pronostics les plus pessimistes sur le proche avenir de l'humanité (et pas seulement de notre seule civilisation). En effet, non seulement l'alimentation des populations mondiales est en jeu, mais la biosphère peut être rendue inhabitable.

Les biotechnologies seront probablement le moteur principal de la techno-science au XXI siècle, et elles sont sans doute plus pernicieusement dangereuses que la physique et la chimie qui ont marqué le début de l'ère industrielle.

Le réchauffement climatique nous apprend que l'humanité a pris une telle ampleur, multipliée par ses industries, qu'elle ne peut plus ignorer son impact sur les écosystèmes. Pour dramatiques que soient les conséquences d'une catastrophe climatique (grandes zones rendues inhabitables, disparition de populations entières), on peut supposer que quelques écosystèmes viables pourraient survivre en quelques endroits.

La catastrophe de Tchernobyl nous montre les dangers d'une industrie nucléaire mal contrôlée. La pollution par des radioéléments à longue ou moyenne durée de vie s'approche de ce qui nous préoccupe ici avec l'empoisonnement durable de l'environnement.

Mais l'action directe sur le vivant doit être encore plus précautionneuse. La biodiversité est extrêmement fragile et la disparition d'une espèce vivante n'est pas réparable. Une épidémie dépassant nos capacités médicale pourrait exterminer notre espèce en quelques mois. Un insecte banal a provoqué la famine et l'exode de millions d'irlandais. Qu'une des grandes céréale (blé, riz, maïs...) vienne à faire défaut et ce sont des millions de morts de faim. Or c'est le terrain de jeu des biotechnologies et des apprentis sorciers de l'agroalimentaire.

Tout autant que la prolifération nucléaire, et peut être davantage, les biotechnologies doivent être surveillées avec une attention sans faille, ce qui n'a pas été le cas, il s'en faut de beaucoup.

Les crimes de La Poison

Au delà de la liste impressionnante des scandales à mettre à l'actif de Monsanto :

- ville du Missouri rayée de la carte à cause du PCB (lequel empoisonne le Rhône et rend les poissons impropres à la consommation en aval de Lyon) ;
- un million de vietnamiens malades (malformations et cancers) à cause de la dioxine (devenue célèbre à Seveso) contenu dans le défoliant « agent orange » utilisé pendant la guerre ;
- l'affaire de l'hormone de croissance bovine qui a faillit détruire le cheptel nord américain et qui pose un grave problème de santé publique (élévation du taux de certains cancers dans la population générale) ;
- suicide de milliers de paysans sur-endettés en Indes
- intoxication de 300 000 colombiens lors de la destruction de cultures de coca
- destruction de cultures vivrières en Amérique du sud
- tentative presque réussie de prise en otage de l'alimentation mondiale
- ... ;

il importe de comprendre les objectifs et les méthodes employés, car ils ont toujours cours et sont à l'œuvre dans la question d'actualité des OGM. Ne pas oublier que « ce ventre est encore fécond » qui a produit ces monstres.

La faute au système

La motivation s'énonce simplement : « *Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre un dollar de business* ».

La méthode est très simple également et peut se résumer par : « *La fin justifie les moyens* ». Tout découle directement de ces deux principes élémentaires.

La journaliste Marie-Monique ROBIN déclare devoir « se pincer pour être sûr de ne pas rêver » devant l'énormité de ses découvertes.

Elle est stupéfaite de l'inconscience de certains acteurs comme l'a été la philosophe Hannah Arendt devant Adolf Eichmann (l'organisateur de la « solution finale ») : le mal absolu était incarné par un bureaucrate falot qui n'avait de notable qu'une imagination un peu en dessous de la moyenne. Ici c'est encore plus stupéfiant car les acteurs peu imaginatifs (qui ne sont pas des Docteurs Folamour, mais les simples rouages d'une multinationale ou d'une instance publique de contrôle) sont en train de préparer méthodiquement l'empoisonnement du monde, y compris le leur et celui de leurs propres enfants. Ils ont, comme nous, tout à perdre à long terme, et ils n'ont pour satisfaction que de « bien faire » leur boulot au quotidien. La seule excuse qu'ils pourraient invoquer est que, s'ils ne le faisaient pas, d'autres le feraient tout aussi bien à leur place, ce qui est malheureusement exact.

Ce n'est donc pas en neutralisant des individus, ou même des organisations comme Monsanto, qu'on peut enrayer cette machine infernale. Tant que les conditions qui engendrent de telles monstres existent, il en viendra d'autres pour les remplacer. Ce serait un très mauvais calcul de compter qu'il ne peut naître qu'une seule bête de l'apocalypse, comme les têtes de l'Hydre elles repoussent. Pour en venir à bout, il faut tarir la source où elles s'abreuvent, laquelle n'est autre que notre propre ignorance.

Quand l'information est le nerf de la guerre

La déclinaison du principe « la fin justifie les moyens » sur tous les axes (scientifique, politique, économique, juridique, communication ...) est impressionnante, en voici un échantillon :

- Dissimulation des faits
- Dénégation contre toute vraisemblance

- Mépris complet des souffrances infligées (aux employés comme aux populations)
- Falsification de données scientifiques sur toute la chaîne : depuis les données brutes (mélange des échantillons de témoins exposées ou non exposées), occultation des résultats défavorables, destruction de documents, publication de résultats grossièrement « arrangés » (en la matière Mosanto ne recule devant rien, allant jusqu'à analyser des utérus prélevés sur des ... lapins mâles !), rédaction habile de rapports qui obscurcissent la vérité et suggèrent l'inverse ...
- Dissimulation d'information vitales, au mépris de la vie humaine (ainsi la firme connaissait depuis des dizaines d'années la toxicité de la dioxine, qui n'est pas le principe actif de l'agent orange mais une impureté du procédé de fabrication, dont elle mesurait le taux, et qu'elle aurait pu éliminer, pour quelques \$ de plus ...)
- Invocation du « secret commercial » pour dissimuler toutes les preuves
- Contester les résultats des tests de toxicité au prétexte que les PCB sont répandus partout (jusqu'en Antarctique) et qu'il n'y a plus de populations indemnes, donc de groupe témoin possible !
- Réaliser les tests de toxicité à partir de la protéine de la bactérie donneuse du gène, au lieu de tester la plante transgénique dans les conditions réelles de culture, au prétexte que c'est plus rapide
- Autoréférence à ses propres mensonges antérieurs, comme si c'était des vérités notoires.
- Mise sous influence de la littérature scientifique pour manipuler la réputation des « experts »
- Inonder l'Internet de faux articles de faux scientifiques (aux noms inventés)
- Corruption en profondeur des instances politiques
- Noyautage des organismes publics de contrôle
- Combat sans merci et inégal contre les individus détenteurs d'informations gênantes (employés, journalistes, scientifiques indépendants)
- Intimidation et paralysie des « lanceurs d'alertes » par mise au placard (employés) ou par destruction de la réputation et lynchage médiatique (personnes externes).
- Dissuasion des opposants par actions en justice disproportionnées (millions de \$ de frais de procédure)
- Achat des témoins et des plaignants
- Manipulation de l'opinion via la presse soudoyée
- Campagnes de publicité mensongères (l'insecticide Roundup est montré tellement sain et bon pour l'environnement qu'on aurait presque envie d'en boire ... ce qu'ont fait pour se suicider des milliers de paysans indiens piégés dans le système du coton Mosanto)
- Utilisation de moyens de pression économiques pour empêcher toute analyse contradictoire
- ...

Le stade du lobbying (qui inclue la Maison-Blanche) est largement dépassé. Tous les moyens possibles et imaginables sont mobilisés pour intoxiquer le monde de l'information afin de pouvoir intoxiquer chimiquement le monde réel en toute impunité.

L'alimentation en otage

Depuis la première « révolution verte » jusqu'aux biotechnologies actuelles, la « saga » des pourvoyeurs de semences fait froid dans le dos :

Tout a commencé avec les premiers « hybrides » obtenus par fécondation contrôlée, plus performants que les variétés naturelles (à condition de les abreuver en engrais), et dont les

propriétés se perdent à la génération suivante. Cette précarité malencontreuse n'étaient pas préméditée (elle est due à la fécondation naturelle) mais a été une aubaine pour les grainetiers (tels que Vilmorin) car les paysans devaient racheter chaque année les semences. Le modèle de business qui consiste à toucher une rente perpétuelle au lieu de vendre une seule fois des graines miraculeuses est le rêve des grainetiers et a inspiré la création du gène « Terminator ». Ce gène, baptisé pudiquement « système de protection de la technologie » est l'équivalent d'une protection de DVD pour en interdire la reproduction. Mais contrairement à l'informatique, il modifie fortement le produit : la stérilisation est obtenue par la production d'une protéine toxique pour la graine en fin de croissance, ce qui peut provoquer une perte de qualité importante et une forte dangerosité.

Les mécanismes du piège

Mosanto ne vient pas du monde des semences mais de la chimie, et est venu à l'agroalimentaire via les engrais, insecticides et herbicides. C'est dans la chimie que Mosanto a appris ses redoutables techniques de manipulation de l'opinion.

Quand un insecticide ou un herbicide performant est créé, s'ouvre une période de prospérité qui n'est limitée que par la tombée des brevets dans le domaine public et la diffusion progressive des informations relatives aux effets indésirables. C'est donc une course de vitesse entre le produit, qu'il faut diffuser le plus vite possible sur le marché, et la diffusion des vérités gênantes qu'il faut freiner au maximum. Quant à l'accoutumance des nuisibles aux armes dirigées contre eux (qui finissent à la longue par perdre toute efficacité, quand ce n'est pas la sélection de nuisibles encore plus virulents) elle est favorable au business, puisqu'elle oblige à augmenter progressivement les doses, jusqu'à conduire tous les clients captifs dans une impasse fatale.

Premières réactions

C'est le succès du DDT qui a déclenché la prise de conscience écologique à la fin des années 60 (« Le printemps silencieux » de Rachel Carson). Cette mésaventure a ouvert le débat entre une « fuite en avant » technologique qui vise à chercher le salut dans le développement de produits de plus en plus performants, et de moins en moins dangereux (ce qui est plus difficile à vérifier), contre le point de vue opposé qui soutient que, si on peut espérer gagner ainsi provisoirement quelques batailles, l'issue de la guerre ne peut que nous être défavorable tant nous sommes dépendants d'écosystèmes extrêmement fragiles et complexes (résultats de milliard d'années d'évolution) que nous ne pouvons que saccager avec nos outils grossiers.

L'accumulation des avertissements (amiante, nuage de Tchernobyl, sang contaminé, vache folle ...) fait que le cerveau de l'homme de Cro-Magnon développe lui aussi des résistances qui, pour primaires qu'elles soient (méfiance vis à vis des « autorités » scientifiques...), n'en sont pas moins globalement salutaires (la bataille sur l'interdiction de l'étiquetage des OGM tient au fait que si les consommateurs ont le choix, ils n'en veulent pas, par précaution tout simplement).

Il ne faut évidemment pas considérer que la perte actuelle de prestige de la science soit un facteur positif. Sauf à réduire l'humanité d'un facteur 10 ou 100 pour revenir à l'état de « chasseurs-cueilleurs », nous n'avons pas d'autre moyen que la science pour comprendre ce qui se passe et trouver des remèdes. Le problème est que la science toute seule ne peut rien et que la science dévoyée par des acteurs tels que Monsanto est pire que la peste.

L'eldorado des OGM

L'affaire des OGM a été une machination d'une incroyable habileté. Alors que les brevets de l'herbicide Roundup allaient tomber dans le domaine public et que les manipulations génétiques commençaient à laisser entrevoir leur potentialité, il est apparu à Monsanto qu'il serait infiniment plus habile de créer des variétés résistantes à son herbicide dominant que d'en créer un nouveau. Le couple infernal herbicide plus variété résistante allait permettre de contrôler les deux marchés (celui des herbicides et celui des semences), verrouillés l'un par l'autre, et plonger l'industrie agroalimentaire dans un état de dépendance totale.

Une affaire bien préparée

Alors qu'aucun OGM n'avait encore pu être fabriqué, Monsanto a obtenu une législation sur mesure par anticipation. Ceci en s'appuyant sur l'administration Reagan, avec le vice-président G. Bush comme expert en (dé)réglementation, chargé d'éliminer « les entraves bureaucratiques que sont les tests sanitaires et environnementaux ». A l'époque il n'y avait pas de vigilance sur un sujet qui relevait plutôt de la science-fiction. Mais Monsanto, instruit par ses déboires avec les PCB et la dioxine ne voulait pas lancer un vaste programme de recherche sans le parapluie d'une législation favorable (un ultra-libéral soucieux de ses intérêts préfère de beaucoup une réglementation favorable à l'absence de réglementation).

Cette législation décrète qu'un OGM est « équivalent en substance » au produit non modifié. En conséquence son absence de toxicité ne doit pas être vérifiée (puisque le produit non modifié est, de mémoire d'homme, consommé sans risques) pas plus qu'il ne doit faire l'objet d'un étiquetage particulier. De manière cohérente, les étiquetages « sans OGM » sont illégaux, puisque ce serait une information inutile qui n'aurait pour but que d'induire le consommateur en erreur (en lui faisant croire à un avantage qui ne saurait exister).

Quand de gros intérêts sont en jeu, il ne faut pas s'offusquer de la malhonnêteté intellectuelle du « principe d'équivalence en substance ». Il ne fait que souligner le fait qu'un produit OGM n'est rien d'autre que des protéines, des graisses et des hydrates de carbone, ce que nul ne peut contester. On peut démontrer tout aussi aisément que la ciguë ne peut être toxique (ce n'est qu'une plante).

Une étude marathon

La « découverte » d'un gène de résistance au Roundup a été très laborieuse. Il a été trouvé finalement dans une bactérie qui survivait dans les poubelles d'une usine ayant produit des millions de tonnes de Roundup (preuve supplémentaire, s'il en faut, que le pollueur est souvent le seul à pouvoir tirer avantage de sa pollution).

L'insertion de ce gène dans une plante a été encore plus difficile et a fait l'objet d'une activité de recherche digne du projet Manhattan ou d'un programme spatial. Après avoir tout essayé (y compris l'utilisation comme véhicule d'un virus cancérogène, ce qui fait rétrospectivement dresser les cheveux sur la tête) on a fini par introduire le gène au canon (bombardement de cellules embryonnaires avec des micro-billes d'or enduites d'ADN) et le faire accepter par une plante estropiée mais viable, le soja « Roundup ready ».

Les limites de la biotechnologie

Il est important de souligner que la manipulation génétique n'est pas l'opération chirurgicale qu'on imagine : on ne prélève pas délicatement un gène avec une pince pour l'implanter délicatement à un endroit choisi. Cela ressemble plutôt à la fabrication d'une créature de Frankenstein à la tronçonneuse. De plus il n'y a pas correspondance un-pour-un entre les gènes et les propriétés des organismes. Enfin l'expression d'un gène dépend fortement de ses voisins. Autrement dit, ce n'est pas un processus parfaitement maîtrisé et déterministe : pas

plus que dans la nature le hasard ne s'efface devant la nécessité. Quand le bébé arrive il faut le prendre comme il est, avec ses qualités et ses défauts. La propagande des biotechnologies nous enfume pour nous faire croire qu'un OGM développé pour une propriété précise ne peut présenter incidemment des pertes de qualité nutritionnelles ou des risques sanitaires (allergie, toxicité, cancérigène).

Est-ce à dire qu'il faut rejeter en bloc tous les OGM ? non, mais le débat eut été plus sain si Monsanto avait présenté ses produits pour ce qu'ils sont en réalité : un soja résistant à son désherbant ou un coton insecticide, et non des merveilles high-tech allant sauver le monde.

La nouvelle agriculture

Puisque les OGM ont échappé aux obligations de contrôle en labo, les tests sont réalisés en vraie grandeur :

Le soja résistant au Roundup a démarré sa carrière en flèche car le procédé nouveau de culture avait tout pour séduire en économisant beaucoup de main-d'œuvre : un coup de désherbant (par avion ...) pour nettoyer le terrain, on sème directement dans les résidus, on repasse un coup de désherbant avant de récolter.

Il a été appliqué à grand échelle au Brésil, en Argentine et au Paraguay. Dans les pays du sud il a donné lieu à des investissements de capitaux étrangers et a permis d'étendre la monoculture du soja au dépend des cultures vivrières locales (qui emploient 100 fois plus de personnes à l'hectare). Les paysans traditionnels rendus malades par les arrosages massifs de Roundup effectués à leur porte n'ont plus eu d'autres choix que de quitter les lieux pour rejoindre les bidons-villes.

Aux Etats-Unis Monsanto a commencé à avoir des ennuis avec son soja Roundup ready pour avoir voulu pousser trop loin son avantage : il a employé des hommes de main pour faire la chasse et intimider les agriculteurs qui auraient ressemé volontairement, ou le plus souvent par inadvertance, du soja RR sans payer les royalties. Un numéro vert permet de dénoncer un voisin dont on convoite les terres... Une cascade de procès a fini par faire désordre et inquiéter le milieu agricole. Surtout l'avantage économique n'est pas au rendez-vous pour finir, ce qui ne passe pas inaperçu chez l'Oncle Sam.

Le coton Bt qui est un OGM insecticide a eu une carrière moins brillante. Il a été introduit massivement en Inde, suite à un intense lobbying, mais a montré rapidement ses limites. Le début semble prometteur mais le rendement est finalement 30% moindre et le coton récolté s'avère de mauvaise qualité. L'économie en insecticides ne rembourse le surcoût des graines que la première année. Sans surprise les insectes finissent par s'adapter au coton Bt et les dépenses d'insecticides reviennent rapidement au niveau précédent. Les paysans pris au piège sont sur-endettés auprès du marchand de semences et se suicident par centaines en avalant une bonne rasade de l'inoffensif Roundup.

Les brevets sur la vie

L'acmé de cette guerre mondiale d'un type nouveau, est la question des brevets sur le vivant. Les brevets ont pour but d'encourager l'innovation par un compromis qui permet à la fois de rémunérer le découvreur pendant un temps pour l'inciter à continuer et de diffuser gratuitement le savoir-faire ensuite pour le bien général. Il n'a jamais été question de breveter tout ce que la nature offre généreusement aux yeux de tous. Sinon il s'agit d'un véritable hold-up sur le bien commun. C'est comme si Lavoisier, découvrant l'oxygène, l'avait brevetée pour nous faire payer l'air qu'on respire. Breveter le vivant c'est privatiser la vie.

On comprends qu'une telle idée puisse alimenter les rêves les plus fous des ultra-libéraux (dont la privatisation des biens communs est l'alpha et l'oméga de l'action économique) et des prédateurs les plus ambitieux (dont l'objectif est de mettre la main sur l'ensemble du réel). Il est vrai qu'on a de bons exemples dans l'histoire : tout ce qui est privé aujourd'hui a été libre autrefois (du temps des chasseurs-cueilleurs...). La conquête des Amériques n'a été que la main mise sur tout un continent. Mais il ne faut pas pronostiquer que l'humanité entière va se mettre la tête sur le billot en attendant le bourreau, simplement hypnotisée par les promesses des grands prêtres de la biotechnologie. La bataille se livre au niveau du GATT puis de l'OMC, entre le lobbying diabolique de quelques industriels et le reste du Monde. Elle est en cours, ce n'est pas innocemment que les Etats-Unis n'ont pas signé la convention de l'ONU sur la biodiversité (laquelle est contradictoire avec les brevets sur les semences). La dépose de brevets sur le vivant a déjà produit suffisamment d'abus (actes de biopiraterie, comme breveter les propriétés du margousier indien, connues depuis la nuit des temps) pour que l'alerte soit donnée.

Un brevet sur un produit, même vivant, peut se concevoir s'il est véritablement artificiel. Mais il est inconcevable qu'un OGM puisse être tout à la fois suffisamment *différent* pour être breveté (en vue de produire des royalties) et suffisamment *semblable* (équivalent en substance ...) pour éviter aussi bien les tests de toxicité que l'obligation d'étiquetage !

Alerte sur la biodiversité

La biodiversité est en danger car il est impossible d'éviter la dissémination des OGM. Il est encore plus difficile d'empêcher le pollen de voyager que de rattraper les lapins introduits en Australie. A partir du moment où un gène comme celui du soja RR est dans une plante en plein champs, il va se balader. A la limite Monsanto pourrait venir réclamer des royalties sur n'importe quel terrain contaminé (donc bientôt la planète entière) alors que c'est aux agriculteurs biologiques de demander dédommagement pour la pollution de leurs cultures. L'impossibilité de séparer les bons grains des livrés à la biotechnologie met en danger l'agriculture biologique qui ne pourra plus produire de produits non contaminés. Cette dissémination est accélérée par les propriétés même du soja RR, que sa résistance au désherbant transforme en une super mauvaise herbe.

Le plus grave est quand les OGM mettent en péril le berceau même des plantes sur lesquelles repose l'essentiel de l'agriculture. Ainsi le Mexique est le sanctuaire de la plus grande variété de types de maïs traditionnels. Or les gènes RR et Bt s'y sont introduit (bien que le Mexique ait déclaré un moratoire sur la culture des maïs transgéniques, précisément pour éviter cette contamination, mais pas sa consommation ...). Si bien qu'on trouve des maïs bizarres surtout au bord des chemins et près des maisons. Il ne reste plus qu'à l'arracher à la main. Si la « mauvaise herbe » prend le dessus les paysans n'auront plus qu'à se rendre à l'agrobusiness, et nous avec.

Quel remède ?

Il n'est pas évitable que les armes les plus redoutables tombent entre les mains les plus assoiffées de pouvoir, soit parce que ces dernières les recherchent ardemment, soit parce que la possession de tels moyens ne peut qu'inspirer des délires de domination. Donc il faut pouvoir dresser en face des « gardes-fous » proportionnés pendant qu'il est encore temps.

On voit bien que : « *Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre un dollar de business* » complété par : « *La fin justifie les moyens* » (auxquels souscrirait probablement n'importe quelle multinationale) constitue un système totalitaire parfait et que le remède est à chercher du côté du contrôle démocratique. Malheureusement, tout ceci se passe dans la plus grande

des démocraties, ce qui nous interpelle fortement. Et que d'aucun n'aille pas suggérer que ce n'est qu'une question de système politique, car rien ne ressemble davantage aux méthodes de Monsanto que celle de l'ancien KGB.

On voit bien où est le défaut de la cuirasse : si l'information avait été accessible, et si les instances chargées du contrôle avaient fait le boulot pour lequel on les paye, rien de ceci n'aurait pu arriver. On peut sans doute en faire une loi générale : si la transparence de l'expertise était assurée, et si le contrôle était véritablement indépendant, le nucléaire par exemple serait bien moins effrayant.

Montesquieu nous a appris que la souveraineté du peuple n'est assurée que par l'indépendance des principaux pouvoirs : le législatif, l'exécutif et le judiciaire. Sa réflexion date du XVIII^e siècle et il n'est pas surprenant qu'à l'époque moderne, avec la montée en puissance des pouvoirs économiques et technologiques, il conviendrait d'en étendre le principe.

Déjà le contrôle de la presse surnommée « le quatrième pouvoir » est un enjeu majeur et il n'est pas étonnant que de nombreux pays ont inscrit dans leur constitution qu'un pouvoir économique ne peut pas la contrôler (du moins directement ...) au delà d'une certaine proportion. Dans le cas qui nous préoccupe on voit bien que la presse grand public, dont le degré d'expertise est égal à zéro (sauf en audimat...), ne fait que suivre le mouvement et crie aveuglément haro sur les OGM après les avoir encensés sans plus de raisons. On peut donc la considérer comme une chambre d'amplification neutre, qui bascule avec la majorité.

On a mesuré dans cette affaire l'importance de la presse scientifique dans son rôle d'autorisation des experts. Quand on n'y comprend rien, on ne peut que se fier aux experts qui savent exhiber leurs lettres de recommandation. Ce qui est effrayant dans cette affaire est qu'une entreprise privée ait pu à ce point manœuvrer la communauté scientifique en jouant de la carotte (financement des labos) et du bâton (menaces sur la carrière et la réputation). Le problème tient probablement aux coûts de la techno-science qui exige d'énormes moyens et se trouve de facto asservie aux forces économiques. On voit bien que l'incompétence coupable de la Food & Drug Administration, de l'Environment Protection Agency et de l'USDA (secrétariat à l'agriculture), tient à leur manque de moyens (non surprenant sous une administration ultra-libérale) au point que les études sont sous-traitées aux industriels qu'ils sont censés contrôler. Il vaudrait mieux pas d'études du tout que de fausses études, cautionnées par une autorité censée être indépendante et garante de la santé publique, donc que personne ne songe à mettre en doute. Même s'il est indispensable (pour en garantir le dynamisme) que le gros de la recherche soit « tirée » par le business en aval, c'est une nécessité de « salut public » d'avoir un noyau minimum de recherche et d'expertise libre et indépendante de toute contraintes économiques (laquelle doit être suffisamment payée et contrôlée par la puissance publique pour exercer une réelle responsabilité).

Pour ce qui concerne l'Europe on doit donner un mauvais point aux instances qui se laissent impressionner par la signature de la FDA au point de reconduire ses avis sans examen, comme le ferait une république bananière. Par contre on peut se féliciter que la culture du maïs MON 863 soit finalement interdite (il est vrai grâce à l'action de Greenpeace). Toutes les batailles n'ont pas été perdues et l'issue de la guerre est encore ouverte, il ne tient qu'à nous qu'elle le reste.

En conclusion notre destin ne tient qu'à deux fils : le libre accès à l'information (transparence) et l'activité d'experts indépendants (ce qui ne choquera aucun libéral sincère, donc payés par la puissance publique ce qui ne choquera aucun collectiviste bon teint). Seule

la vigilance du public informé peut nous garder d'une mise sous perfusion informationnelle et nutritionnelle empoisonnée. L'éducation du public est **LA** condition de survie. Il ne faut plus crier « aux armes citoyens ! » mais : « réveillez-vous ! » un intrant impur abreuve vos sillons. Espérons que ce livre soit largement diffusé car il ouvre les yeux.